

EVENEMENT

article 1 de 2 sur la page 3

Aménagement

Éric Budry et Marc Bretton



<sup>Pause</sup> Antonio Hodggers, président du Conseil d'État et responsable de l'Aménagement, reconnaît que les récents échecs en votation populaire sur des projets de déclassement ne sont pas anodins. Une réflexion sur le futur de Genève s'impose selon lui. Interview.

### **Vous venez d'être désavoué par la population sur quatre objets liés à l'aménagement. On ne peut plus planter un clou à Genève?**

La population a manifesté son désir de faire une pause dans les projets de construction prévus. C'est un vote lié au fort développement de ces dernières années, où le nombre de logements construits est le plus important enregistré depuis deux générations. C'est une réaction face aux nuisances et à une détérioration perçue du cadre de vie. Clairement, ces votes appellent un certain nombre de réponses et de réflexions.

### **Par rapport au début de la décennie passée, on a l'impression que plus personne n'ose réellement porter des projets d'aménagement, notamment dans les partis. Pourquoi?**

On constate effectivement un flottement général qui tranche avec le passé. Le PLR, en général ardent promoteur du logement, a appelé à refuser le projet. L'Asloca et la Chambre immobilière ne sont pas allées au front, alors qu'elles sont signataires d'un accord sur le logement de 2006. J'ai convoqué une réunion avec un certain nombre de ces partenaires prochainement pour en discuter. Mais le débat est plus large.

### **C'est-à-dire?**

Au-delà du périmètre considéré, la décision du peuple bloque la construction des 20000 logements envisagés par le plan directeur sur 11% de la zone villas. C'était notre plus grande

réserve de logements, plus grande que ce que peut offrir la Praille. Les conséquences potentielles de ce blocage sont les suivantes: 20000 logements en moins à Genève, c'est 20000 logements nécessaires en plus hors du canton. Ce sont au moins 20000 pendulaires de plus sur les routes et des loyers en hausse, puisque le nombre de logements vacants à Genève va diminuer. Le paradoxe de ces votes récents, c'est qu'ils ne préservent pas un statu quo, mais qu'ils aboutissent à une détérioration de la situation. À moins qu'on ne réduise la croissance, naturellement

### **Effectivement. «À quoi bon une Genève de 600000 habitants?» s'interrogeait sur les réseaux sociaux un député proche des milieux de la construction...**

Une partie des milieux immobiliers a intérêt à maintenir la pénurie de logements pour préserver le niveau des loyers. Mais je poserais le problème autrement. Moi aussi je trouve qu'il y a trop de voitures, trop d'avions, pas assez d'espaces publics. Mais dire que le 600000e Genevois sera de trop est une absurdité. Attaquons-nous au système, pas aux gens. La vérité, c'est que nous avons mené une politique de croissance économique agressive sans investir dans le maintien et le développement de la qualité de vie, sans limiter les nuisances en ville. Le nombre de frontaliers a été multiplié par quatre. Il faut se poser des questions sur le type de croissance que nous voulons. C'est pourquoi je veux réunir ce printemps tous les acteurs de la société civile, dans le but de discuter de ces questions de développement et de qualité de vie.

### **Ces votes n'anticipent-ils pas une situation de saturation des zones constructibles, qui serait de toute façon intervenue dans dix ans?**

Peut-être. Mais n'est-ce pas un peu arrogant pour une génération de décréter que, désormais, le développement du canton, c'est fini? Que les 40000 Suisses installés en France sont condamnés à y rester? Dans le passé, on a déjà tenté le blocage du logement et on en connaît les conséquences en termes de pendulaires, de pollution et de temps perdu. On n'en sort pas. Nous vivons et nous allons continuer à vivre dans une métropole binationale d'un million d'habitants, ce qui suppose, pour s'en sortir, coconstruction, concertation et investissement massif dans les transports et les espaces publics. D'un point de vue écologique, la ville est la seule solution pour affronter la crise climatique. Mais la nôtre ne fait pas très envie pour l'instant.

### **Une ville vivable, ce n'est pas du blabla, ça?**

Regardez les rues de Genève, elles sont pleines de places de stationnement. La voiture domine la voirie. On pourrait pourtant facilement enlever des places de parking pour poser des rangées d'arbres. Quelques votations à venir permettront de savoir si les Genevois veulent aller dans ce sens.

### **Quelles options vous reste-t-il après les échecs sur ces déclassements? Lever le moratoire sur la zone villas, proposer de nouveaux déclassements?**

Ce moratoire, qui vise uniquement les dérogations permettant de construire de manière un peu plus dense dans cette zone, je souhaite le maintenir un ou deux ans. Car le résultat n'est pas du tout probant en matière de qualité et de gestion du territoire. Pour le reste, il faut admettre que notre seule marge de manœuvre pour construire, ce sont ces 11% de la zone villas dont le plan directeur prévoit le déclassement. Parce qu'on ne va plus sacrifier de la zone agricole et que la zone industrielle a fait sa part avec le PAV. Il faut que les Genevois soient conscients de cela.

### **En cas de pénurie accentuée de logements, ne risque-t-on pas une gentrification du centre de l'agglomération et l'exil vers la périphérie des classes moins aisées?**

Absolument. Seules les zones de développement permettent à l'État de contrôler les prix ainsi que de rendre la propriété accessible à la classe moyenne grâce à la loi Longchamp. Sans elles, cela risque de devenir compliqué pour les classes moyennes de vivre en ville. Et cela repousse également vers la France des immigrés qui travailleront à Genève mais ne bénéficieront jamais ni des droits politiques ni de la possibilité de s'intégrer ici. Ces questions territoriales ne sont pas anodines par rapport à la construction collective de la société genevoise. Genève ne doit pas devenir un «Monaco-sur-Léman».

### **L'UDC vient récemment de proposer de revoir le plan directeur actuel. Votre commentaire?**

Ce parti a raison, mais on revoit en réalité constamment le plan directeur. Et les déclassements refusés vont forcément nous amener à le reprendre. Mais je le répète, il faut mener une discussion plus large sur le futur de Genève, qui tienne compte des dimensions économiques et pas uniquement territoriales. Car tout est lié.

## **«Ces blocages, ce sont 20000 logements en moins»**

Antonio Hodgers réagit après quatre refus de déclassement par le peuple

## **L'essentiel**

Refus Antonio Hodgers prend acte du désir des Genevois de faire une pause dans le développement urbanistique.

Conséquences Le conseiller d'État estime toutefois le statu quo illusoire.

Inquiétude Il juge le monde politique en panne de projets.

© Tribune de Genève